

Les crédits

Je m'attends à ce que les agriculteurs soient encore laissés pour compte dans l'accord de libre-échange nord-américain. Le gouvernement semble avoir tendance à dire aux groupes qui se portent bien et qui jouent un rôle actif au sein des collectivités: «Vous êtes capables de vous débrouiller seuls; à partir de maintenant, vous ne pourrez plus compter sur nous—vous n'êtes plus indispensables en vertu de ces ententes.»

Pourrait-il me dire si, d'après lui, le gouvernement a déployé suffisamment d'efforts en matière de recherche et de développement pour trouver des moyens de venir en aide aux agriculteurs qui ont été sacrifiés, aux exploitations abandonnées du comté d'Annapolis, qui regroupait dans le passé une collectivité agricole florissante et où les exploitations agricoles sont laissées à l'abandon ou utilisées de façon très limitée par les agriculteurs qui restent, soit les producteurs laitiers, qui abandonnent progressivement leur exploitation ou vendent leurs contingents en raison de décisions prises par les gouvernements provinciaux et fédéraux?

Si nous, Canadiens, abandonnons les exploitations agricoles de nos localités, si nous abandonnons à leur sort les agriculteurs et ceux qui vivent des retombées de l'agriculture, il me semble que le gouvernement devrait dire la vérité aux agriculteurs et s'efforcer de leur trouver des emplois. Cela vaudrait mieux que de laisser les exploitations fermer les unes après les autres, que de laisser l'agriculture mourir d'une mort lente.

Le gouvernement n'a rien fait en matière de recherche et de développement pour donner une nouvelle impulsion à nos exploitations agricoles, pour renouveler leur dynamisme. Il n'a proposé aucune mesure pour contrer les effets qu'aura l'ALENA. Nous ne pouvons pas concurrencer la main-d'œuvre bon marché. Nos taux d'intérêt sont bas, et nous avons un taux d'inflation relativement faible, mais aucun de nos secteurs agricoles ne semble capable de proposer de nouvelles initiatives pour lutter contre ces trois dernières difficultés que sont l'ALE, le GATT et l'ALENA que le Canada envisage de signer.

Le gouvernement a-t-il fait faux bond à ce groupe? S'est-il occupé de recherche et développement? Le gouvernement n'en a pas fait assez, selon moi, pour aider les petits agriculteurs qui ont toujours tellement compté pour la vitalité de notre pays.

Selon le porte-parole du Parti libéral, quelles mesures le gouvernement devrait-il prendre pour faire contre-poids à l'accord de libre-échange, aux conséquences désastreuses que le GATT pourrait avoir sur nos régimes de gestion de l'offre et, pis encore, à l'ALENA, qui balaiera la plupart des petites localités agricoles qui subsistent encore?

M. Foster: Je tiens à remercier la députée de South West Nova; elle a vraiment bien exprimé le malaise et l'inquiétude qui règnent dans le pays à cause du fiasco du gouvernement avec l'accord de libre-échange.

Quand il a laissé ce trou béant dans l'accord de libre-échange, dont les Américains ont immédiatement profité, il était évident que le gouvernement n'avait nullement l'intention de maintenir la gestion de l'offre telle que nous la connaissons. Je crois que la gestion de l'offre nous a donné une plus grande diversité agricole au Canada que n'importe quelle autre loi prise isolément. Par exemple, dans la région de l'Atlantique et des Maritimes, ce fut probablement l'instrument le plus important de diversification économique au Canada.

Je me rappelle avoir assisté à une assemblée avec les coopératives et les producteurs agricoles au Nouveau-Brunswick pendant le débat sur le libre-échange. Les gens disaient: «Si vous voulez voir ce que le libre-échange donnera dans la région de l'Atlantique et dans les Maritimes, allez voir ce qu'est devenue l'agriculture de l'autre côté de la frontière, dans le Maine, où la plupart des entreprises laitières et avicoles ne fonctionnent plus.» Les États-Unis pratiquent le libre-échange depuis 50 ans.

L'accord de libre-échange doit être renégocié. La grande majorité des Canadiens le souhaitent. Il nous faut un code de subvention. Tout notre secteur d'élevage porcin est ravagé parce qu'avec notre programme tripartite de stabilisation des prix, nous finissons par nous faire imposer d'énormes droits compensateurs qui se répètent d'année en année. Il est clair que l'accord de libre-échange a été extrêmement nuisible, mais ce n'est rien en comparaison de ce que nous pourrions subir si les négociations du GATT se dirigent vers l'issue que nous craignons.

Mais si les négociations du GATT échouent, les Américains auront complètement accès ou presque au marché de la crème glacée et du yogourt. Ils ont déjà gagné cette cause dans une décision d'un groupe spécial du GATT. Cela ne fera qu'ouvrir la porte aux contestations des règles régissant les marchés du fromage, du beurre, du lait en poudre et autres produits laitiers.

Personne ne le sait exactement, mais nous entendons dire que l'accord de libre-échange sera considéré comme une négociation distincte. Les journaux annonçaient ce matin qu'on était parvenu à une entente quelconque. Évidemment, notre préoccupation en ce qui concerne l'accord de libre-échange était que la disposition sur le retour au droit que nous avions pour les fruits et légumes frais, particulièrement ceux qui arrivent durant la saison de croissance en juin et en juillet, n'était simplement pas adéquate. La disposition sur le retour au droit n'est simplement pas un mécanisme fonctionnel. C'est le